

Le Documentaire se fête L'Office national du film, le documentaire et les lendemains de la fête

Yves Rousseau

Volume 9, Number 1, September–November 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/34243ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (print)

1923-3221 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Rousseau, Y. (1989). Le Documentaire se fête : l'Office national du film, le documentaire et les lendemains de la fête. *Ciné-Bulles*, 9(1), 4–5.

L'Office national du film, le documentaire et les lendemains de la fête

par Yves Rousseau



Le documentaire c'est comme la chasse, on n'est pas toujours sûr de trouver quelque chose ; demandez à Pierre Perrault

La décade prodigieuse, voilà l'épithète qui conviendrait à la manifestation qui vient de secouer Montréal. Une authentique démonstration de la pertinence et de l'importance du documentaire, forme de communication et d'information audiovisuelle en voie de marginalisation, assaillie par les coups de boutoir du reportage télévisuel. Ce dernier étant à la fois l'usurpateur et le bouc-émissaire de première classe du documentaire classique. Oui, le documentaire agonise, il se traîne sous les diktats d'une férule télévisuelle qui éprouve moult difficultés à se résigner à présenter au public des documents dépassant une durée de vingt minutes. Ceux qui décident de cette durée limitée ne font, d'une part, que l'étalage de leur incapacité à saisir la soif du public de documentaires, c'est-à-dire de pièces d'archives audiovisuelles qui vont au-delà du factuel ; d'autre part, manifestent leur profond mépris de nous tous, télé-spectateurs soi-disant passifs qui devrions être ravis à ces interprétations fragmentaires de la réalité (qui sont d'ailleurs présentées comme étant la vérité), comme si l'objectivité existait en journalisme. De la part des gens très intelligents qui choisissent ce qui aura place aux informations, on ne peut parler de naïveté ou d'inconséquence, il faut parler d'une stratégie de la mauvaise foi, de flagrante tromperie, de saloperie institutionnalisée.

Ces propos peuvent sembler violents, outranciers, vision paranoïaque d'un attardé des années 60, époque où l'on croyait à la transformation du monde par une soudaine harmonie mondiale soutenue par la croissance de réseaux d'information :

le village global MacLuhannien. Nous devrions maintenant savoir que cette vision noble et utopique n'est pas près de se concrétiser. La raison en est simple : la technique audiovisuelle n'est ni bonne, ni mauvaise, ni neutre. Elle ne peut à elle seule provoquer des changements radicaux dont la planète aurait besoin. Le grand espoir du siècle, le véhicule de la communication, du savoir instantané est devenu un outil d'aliénation (mot qui fait peur) et de désinformation.

Le cinéaste ou le comptable ?

Dans la tourmente de ce bordel, l'Office national du film (O.N.F.) est lentement, doucement en train de s'éteindre de sa belle mort faute de relève. Au milieu de la fête du 50^e anniversaire, on a bien peu parlé de l'O.N.F. de l'an 2000, peut-être parce que si on suit les courbes projectionnelles de la moyenne d'âge des cinéastes permanents de la vénérable institution, un cinéaste représentatif de l'O.N.F. aura entre 60 ans et 70 ans à cette époque. Loin de moi l'idée de dénigrer le travail des vétérans du cinéma (à 91 ans, Joris Ivens a réalisé un chef-d'oeuvre avec **Histoire de vent**) mais il faut tout de même penser à une relève.

Tous les cinéastes permanents de l'O.N.F. sont actuellement conscients de ce gouffre des générations qui risque de transformer d'ici quelques années l'O.N.F. en une banque de cinéastes pigistes aisément malléables complétée par une série de services techniques à rabais pour la supposée production privée (financée par l'État). Soyons réalistes, l'O.N.F. s'en va sur la « bum », tous les cinéastes de la boîte que nous avons rencontrés le disent aussitôt que les micros journalistiques se sont tus avec la mention « surtout n'écris pas ça » parce que même dans leur statut de permanents (ce qui est rare dans un emploi de nos jours) ils ont peur, c'est vous dire à quel point la situation semble précaire. Il fallait entendre des cinéastes parler *off the record* de la lente décrépitude de l'O.N.F. sous la férule du commissaire François Macerola, de son glissement progressif vers le privé. Chacun sait que M. Macerola travaille maintenant pour Lavalin à titre de Président de la Cité du cinéma, une division du Groupe Lavalin Limitée. Les rumeurs veulent que cette firme déjà impliquée dans ce projet de Cité du cinéma, soit intéressée à acheter l'O.N.F. Scénario qui aurait la bénédiction du gouvernement Conser-

vateur, dont le second mandat risque d'être jallonné de plusieurs privatisations. L'O.N.F. peut aussi étouffer par le manque d'apport de sang neuf et l'envahissement d'une gangrène bureaucratique qui résulte davantage en coupures (amputations) du côté de la création, de la recherche, du temps alloué aux cinéastes pour accomplir ce qui devrait être le sommet de la pyramide : faire des films, tourner.

Lors d'une rencontre avec la presse à mi-chemin de la fête du documentaire, le vétéran Pierre Perrault y allait de commentaires sibyllins du genre : « En 25 ans à l'O.N.F., je n'ai pas parlé de cinéma une seule fois avec un commissaire à la cinématographie » ou encore : « Cet été, je tourne un film sur les combats des mâles de boeufs musqués dans le grand nord. On me donne trois semaines, on me dit 't'as 20 jours, t'as tant de pellicule'. Mais dans un documentaire, tout peut arriver. Que se passe-t-il si rien n'arrive ? Si le temps est mauvais, si la saison des combats est avancée ou retardée par les — nombreux — caprices de la nature dans le grand nord ? Les producteurs-administrateurs ne comprennent pas que le rapport temps/recherche/tournage est incontrôlable de la part d'un documentariste. Il ne faut pas faire du documentaire selon les critères de la télévision. Il faut permettre aux cinéastes de prendre du temps ». Ceux qui signent les chèques ne l'entendent pas de cette façon. Trois semaines dans le nord, ce n'est pas tenter de faire le maximum pour favoriser la réalisation d'un grand film, c'est une série de feuilles de paye et une liste de dépenses. D'une certaine façon, les deux points de vue se défendent mais le juste milieu n'existe pas et il faut trancher quelque part. Notre position vis-à-vis la barrière se détermine par cette question : qui doit passer en premier malgré leur interdépendance, les cinéastes ou les comptables ?

Le documentaire louvoie entre les impératifs des cotes d'écoute et la toute aussi impérative indépendance créatrice. À l'O.N.F., les budgets de production sont répartis de la façon suivante : 45 p. 100 au documentaire, 10 p. 100 à l'animation, 12,5 p. 100 à la fiction et 12,5 p. 100 pour les projets régionaux. Pierre Perrault réagit à ces chiffres : « 45 p. 100 au documentaire, ce n'est pas assez. La fiction conventionnelle peut aller ailleurs, le tort de l'O.N.F. est d'essayer d'occuper un créneau qui n'est pas le sien. La spécificité de l'O.N.F. : c'est le documentaire ».

La troisième vague

C'est une chance que Perrault ait été là pour secouer le ronron nostalgique de la plupart des intervenants qui insistaient davantage sur les grandes réalisations du passé que sur l'avenir à long terme de l'O.N.F. La solution magique proposée par le noyau de cinéastes permanents en réponse au syndrome de la peau de chagrin qui affecte l'O.N.F. s'appelle la troisième vague.

Historiquement, les périodes fastes de l'O.N.F. coïncident avec l'arrivée massive de jeunes cinéastes dont le dynamisme et la force du nombre peuvent venir à bout de plusieurs contraintes. De plus, ces années de rêve correspondent avec les courants sociaux majeurs de leur époque : la révolution tranquille des années 60 et la lutte des femmes durant la décennie suivante, où de nombreuses réalisatrices ont travaillé à l'O.N.F. Années 80 : un grand trou, à tout le moins une période morose, un temps flou.

L'O.N.F. des années 90 a besoin de cette troisième vague. Les intervenants sont unanimes sur ce point, mais à part la liberté d'exprimer ce désir, quel poids ont les cinéastes de l'O.N.F. pour convaincre l'administration de modifier la politique de gestion de la décroissance qui domine depuis presque 20 ans.¹ Il est bien loin le temps de la grève des réalisateurs de Radio-Canada. D'ailleurs, a-t-on jamais vu un syndicat agir avec autant de zèle pour assurer l'embauche de nouveaux employés que pour défendre ses « droits acquis » ?

Je ne mets pas en doute la sincérité de ceux qui croient à cette troisième vague ; cependant, une série d'étapes restent à franchir avant d'y arriver. En supposant que l'O.N.F. engage d'ici un an une quinzaine de nouveaux cinéastes permanents, ces derniers ont de bonnes chances d'être choisis parmi ceux et celles âgés de plus de 35 ans qui, depuis plus de dix ans, vont d'une pige à l'autre. On devrait pourtant entrer à l'O.N.F. beaucoup plus jeune, comme l'ont fait ceux de la deuxième vague. Sinon, encore une fois, les moins de 30 ans vont manquer le bateau et il risque de s'écouler plusieurs années avant la quatrième vague. ■

1. Voir à ce sujet l'excellent texte de Jacques Godbout, **les 50 ans de l'Office national du film ou le retour des vases chinois !**, *la Revue de la Cinémathèque*, n°1, mai-juin 1989